

## ***Revue Sociétés & Économies***

-----  
***Revue du Laboratoire de Sociologie Économique et  
d'Anthropologie des Appartenances Symboliques***

***(LAASSE)***

**Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire**

**Institut d'Ethno-Sociologie**



**Année : 2018**

**N° spécial-colloque-LAASSE-2017**

**N° ISSN : 2311-6501**

**Site web : [www.laasse-socio.org](http://www.laasse-socio.org)**

**Directeur de Publication**

Prof. Roch YAO GNABELI (*Professeur Titulaire de Sociologie, Université FHB, Abidjan*)

**Rédacteur en Chef**

Dr Serge LIDA (*Maître de Conférences de sociologue, Université FHB, Abidjan*)

**Rédacteur en Chef Adjoint**

Dr Rusticot DROH (*Sociologue, Enseignant-Chercheur Université FHB, Abidjan*)

**Secrétariat de Rédaction**

Dr Gbocho Roseline N'DA (*Sociologue, Enseignant-Chercheur Université AO, Bouaké*)

Dr Anick Etchonwa MIAN (*Sociologue, membre du LAASSE*)

Dr Soumahoro Kando (*Sociologue, Enseignant-Chercheur Université FHB, Abidjan*)

Dr Jean-Louis LOGNON (*Sociologue, Enseignant-Chercheur Université FHB, Abidjan*)

**Chargé du marketing et de la Diffusion**

Dr Loba Franck Akrou (*Maître de Conférences de Géographe, Université FHB, Abidjan*)

Dr Cyrille YORO (*Criminologue, Enseignant-Chercheur Université FHB, Abidjan*)

**Le comité international de lecture**

Alain CAILLE (*Professeur honoraire, Université de Paris 10, Nanterre*)

Patrick SAVIDAN (*Professeur de Philosophie, Université de Poitiers*)

François CUZIN (*Maître de Conférences, Université de Paris 9, Dauphine*)

Laurent BAZIN (*Anthropologue, Chercheur au CNRS, France*)

Paul ANOH (*Professeur Titulaire de Géographie, Université FHB, Abidjan*)

Aghi BAH (Professeur Titulaire, Sciences de la communication, Université FHB, Abidjan)

Nicodème ZAKRA (Directeur de Recherches, CNRA, Abidjan)

Komi KOSSI-TITRIKOU (Professeur Titulaire en Anthropologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Lomé – Togo)

Moustapha TAMBA (Professeur Titulaire de Sociologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar)

Issiaka Prosper LALEYÊ (Professeur Titulaire de Sociologie, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal)

Gertrude NDEKO (Sociologue, Professeur Titulaire, Université Marien N'gouabi, Brazzaville)

Issiaka MANDE (Professeur de Sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal, Canada)

**Les conflits locaux en Côte d'Ivoire : résultats de recherches  
en sciences sociales et pistes de solutions durables**



Source de l'image : [www.abidjan.net](http://www.abidjan.net), publiée le 29 mars 2016

**Textes issus de la quatrième édition du colloque international pluridisciplinaire  
annuel du LAASSE, tenu les 15 et 16 mars 2017  
Université Félix Houphouët-Boigny, campus de Bingerville  
Côte d'Ivoire**

**SOMMAIRE**

**Présentation** .....6

**Thème 1: Les tensions et conflits à l'œuvre au niveau local : les enjeux liés à l'accès, au contrôle et à l'exploitation des ressources**

1. AZOH François Joseph, YAO Kouakou Daniel, KOFFI Valdier Maxime  
*Représentations sociales et conflits d'usage de la forêt sacrée* .....8

2. KONE Seydou, FOKOU Gilbert  
*Gouvernance des ressources naturelles : Capital humain et conflits d'usage entre agriculteurs et éleveurs dans le Nord de la Côte d'Ivoire* .....26

3. AKMEL Meless Siméon , YEDAGNE Nestor De André  
*Les conflits fonciers liés à l'hévéaculture en Lodjukru (Côte d'Ivoire)* .....45

4. DJALOGUE Mintre  
*Problème foncier dans la vallée de Kpendjal au nord du Togo : une analyse des conflits et des enjeux associés* ..... 61

**Thème 2 : La citoyenneté locale et les frontières sociales**

5. KOUI Semouamblé Geneviève Epse GUEI  
*Communautarisation des conflits locaux : le conflit entre FRCI et Abidji à Sikensi en Décembre 2011 (Côte d'Ivoire)* .....74

6. MEITE Zoumana, YAO Kouakou Daniel, BENDE N'Dasso Flore Benbac épse  
KOUACOU AKA  
*Représentations sociales des crises ivoiriennes et comportements à l'égard de la politique* .....90

**Thème 3: Régulation des conflits, dynamiques des normes et dynamiques des acteurs**

7. DIABY Maïmouna  
*Attribution de nom patronymique et conflits sociaux à Samo (Bonoua –Côte d'Ivoire)* ...108

8. Didié Armand ZADOU, Konan Séverin MLAN, Kra Valérie KOFFI, Yamoi  
Venceslas KOUAKOU, Joris SAHUE, Adolphe GABI et Jonas IBO  
*Gouvernance coutumière et conflits locaux : quand l'actualité politique influence les référents culturels à Goulikao (Centre-ouest Côte d'Ivoire)* .....119

9. TANO Kouakou Pierre  
*Intérêts de l'animation socioculturelle dans la résolution des conflits* .....137

**Thème 4 : Les modes d'imbrication du local et du global**

10. DROH De Bloganqueaux Soho Rusticot et YAO Yao Cyprien  
*Logiques sociales de la récurrence des conflits dans un contexte minier : cas de la sous-préfecture de Hiré (Côte d'Ivoire)* ..... 152

**Gouvernance coutumière et conflits locaux: quand l'actualité politique influence les référents culturels à Goulikao (Centre-ouest Côte d'Ivoire)**

Didié Armand ZADOU<sup>48</sup> Konan Séverin MLAN<sup>49</sup>, Kra Valérie KOFFI<sup>50</sup>, Yamoï Venceslas KOUAKOU<sup>51</sup>, Joris SAHUE<sup>52</sup>, Adolphe GABI<sup>53</sup> et Jonas IBO<sup>54</sup>

**Résumé**

Le multipartisme des années 1990 a fragilisé en Côte d'Ivoire, dans certaines contrées, le tissu social cohésif d'alors où progressivement des foyers de conflits latents se sont développés autour des questions électorales. Suite à l'adoption de l'élection comme mode nouveau de désignation des leaders communautaires à partir de 1990 à Goulikao, ce village du peuple Gban au Centre-ouest de la Côte d'Ivoire a sombré dans une atmosphère de conflit latent près de deux décennies durant. Dès lors, quels sont les fondements de ce conflit latent qui a prévalu à Goulikao ? Cette contribution vise donc à comprendre les fondements qui ont sous-tendu ce conflit latent de longue durée. Pour ce faire, l'étude s'inscrit dans une approche qualitative mobilisant les techniques et outils de recherche qualitative. Ce travail de recherche explicite les origines dudit conflit. Ensuite, il décrit ses manifestations. Enfin, l'étude met en lumière les corollaires engendrés par le conflit dans le village. A terme, la contribution démontre que la valorisation et la consolidation des savoirs et savoir-faire locaux maintiennent la stabilité dans la gouvernance coutumière, gage de cohésion sociale et de pérennisation des repères culturels.

**Mots-clés** : Gouvernance coutumière - Conflit local - Politique - Référent culturel - Goulikao.

---

<sup>48</sup> Bioanthropologue, Enseignant-Chercheur au Département de Sociologie et d'Anthropologie à l'UFR des Sciences Sociales et Humaines (SSH) de l'Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa - Chercheur associé au Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) / didiedesjardins@yahoo.fr

<sup>49</sup> Sociologue, Enseignant-Chercheur au Département de Sociologie et d'Anthropologie à l'UFR des Sciences Sociales et Humaines (SSH) de l'Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa / mlanseverin@yahoo.fr

<sup>50</sup> Sociologue, Enseignante-Chercheure au Département de Sociologie et d'Anthropologie à l'UFR des Sciences Sociales et Humaines (SSH) de l'Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa - Chercheure associée au Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques / koffikravalerie@yahoo.fr

<sup>4</sup> Bioanthropologue, Doctorant à l'Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD) de l'Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan - Chercheur associé au Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) / venceskouakou@yahoo.fr

<sup>5</sup> Géographe, Etudiant au Département de Géographie à l'UFR des Sciences Sociales et Humaines (SSH) de l'Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa / sahuejoris@yahoo.fr

<sup>6</sup> Anthropologue, Etudiant à l'Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD) de l'Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan / gabiadolphe@yahoo.fr

<sup>7</sup> Sociohistorien de l'environnement, Directeur de Recherches à l'UFR des Sciences et Gestion de l'Environnement de l'Université Nangui Abrogoua, Abidjan / ibojonas@yahoo.fr

**Abstract**

The multiparty system of the 1990s has weakened the cohesive social fabric in Côte d'Ivoire, in parts of the country, where progressively hotspots of latent conflicts was developed. Following the adoption of election as a new way of designating community leaders from 1990 in Goulikao, this village of Gban people in west-central Côte d'Ivoire sank into an atmosphere of latent conflict nearly two decades. Thence, what were the foundations of this latent conflict that prevailed in Goulikao? This contribution aims to understand the underlying foundations of this latent conflict. To do this, the study is part of a qualitative approach using appropriate research technics and tools. As results, this work explains the origins of this conflict. Then, he describes his manifestations. Finally, the study highlights the corollaries generated by the conflict in the village. At the end, this contribution demonstrates that valorization and consolidation of local knowledge and know-how maintains stability in customary governance, a guarantee of social cohesion and cultural referents.

**Key words** : Customary governance - Local conflict - Policy - Cultural referent - Goulikao.

## INTRODUCTION

Les sociétés humaines étant faites de coexistence, il serait difficile de parler d'elles sans aborder la question des conflits. Selon Rui (2011), « Le conflit est un antagonisme entre individus ou groupes dans la société (ou entre sociétés) ». En effet, il survient « quand une décision ne peut être prise par les procédures habituelles ». Des travaux de Karl Marx et Friedrich Engels ([1848], 1998), Max Weber ([1921], 1995), Rui (2011) se fait l'idée selon laquelle « les théories du conflit considèrent que dissensions et rapports conflictuels sont constitutifs de l'ordre social. Toute société est faite d'intérêts antagonistes, de divisions et de tensions qui ne se soldent pas nécessairement par des luttes déclarées ».

Etant avéré comme une partie intégrante de la société et ne pouvant plus être nié (Koné, 2010), le conflit fait l'objet de plusieurs travaux de recherche. En effet, la contribution de l'association ARED (1999) à cette vaste problématique s'oriente vers les stratégies de la gestion alternative des conflits. Que dit alors Karl Marx sur le concept de conflit ? Pour lui, les conflits sociaux sont des conflits de classe qui aboutissent à un ordre de changement social. Le postulat de cet auteur est que : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes ». Toujours selon lui, le conflit social à travers la lutte des classes serait donc le moteur du changement social.

Pendant que Freund (1983) s'intéresse à la sociologie même du phénomène, Doob (1984) et Hodgson (1994), dans leurs travaux respectifs abordent la question de la négociation et de la résolution durable des conflits. Koné (2009), quant à lui, met en rapport la politique socio-économique et le processus de règlement des conflits. Fournier (2009), lui, propose l'analyse transactionnelle comme outils pour appréhender les conflits relationnels se déroulant au Sud. En effet, Diop (1954) affirme que les besoins et les pratiques des peuples de l'occident sont non seulement acceptés mais poursuivis comme idéal, de sorte à aller à l'effacement de la culture des peuples colonisés au Sud. A ce propos, Mlan (2015) postule que la dynamique exogène, à la base de l'essentiel des transformations sociales, est susceptible de créer un dysfonctionnement structurel et conflictuel chez les peuples à structures sociales communautaires fortes.

Les écrits sur les conflits se présentent de façon multiple et variée. Mais peu l'aborde dans le sens de l'emploi du mode opératoire démocratique à l'occidentale en remplacement du mode traditionnel de désignation des dirigeants locaux.

Toutefois, nous notons qu'à Goulikao, il a été donné de constater que lorsque le processus de désignation des dirigeants locaux s'est inscrit dans une dynamique multipartite, la gouvernance coutumière a plongé dans une crise structurelle profonde.

En effet, l'avènement du multipartisme en Côte d'Ivoire en 1990 a fragilisé, à certains endroits du pays, le tissu social cohésif d'alors au point de se développer progressivement des foyers de conflits latents autour des questions électorales. Goulikao, un village de la forêt profonde de la Côte d'Ivoire, n'a pas échappé à cette situation. Pendant près de deux décennies (de 1998 à 2016), une atmosphère de conflit latent a prévalu dans cette contrée du peuple Gban située dans la Sous-préfecture d'Oumé. Dans ce village, le choix des leaders communautaires qui, selon la tradition ancestrale du peuple Gban, se faisait par consensus traditionnel a fait place aux élections pluralistes à partir des années 1990.

Selon la tradition locale, le mode consensuel de désignation des leaders communautaires consiste à réunir les sages du village dans une case afin de choisir dans la communauté des leaders en qui tout le village se reconnaîtrait. A cet effet, des critères définis par la coutume guident les sages dans leur choix respectif des leaders au sein de la communauté.

A l'issue du conclave des sages, les leaders communautaires (Chefs du village, représentants des femmes ou des jeunes) désignés et présentés au grand public ne font l'objet d'une quelconque contestation. Ceux-ci sont plébiscités et investis dans leur fonction respective dans une liesse populaire marquée par l'allégresse et les retrouvailles.

Ainsi, ont été désignés les leaders communautaires à Goulikao jusqu'en 1990 où l'on constate la rupture et l'adoption des élections comme mode nouveau de désignation des leaders. Cependant, les résultats de ces élections ont toujours été objets de controverses et de divergences qui ont fait émerger deux clans très opposés. Ces clans formés n'arrivant plus à partager les mêmes idéaux, comme par le passé, ont vécu dans la méfiance pendant près de 20 ans dans le village.

Cette contribution vise donc à comprendre les fondements qui ont soutenu ce conflit qui a dégagé deux groupes d'antagonistes exacerbés dans le temps par les vellétés politiques dans le village de Goulikao.

Pour ce faire, ce travail va permettre de cerner les origines du conflit et décrire ses manifestations. L'étude va aussi déterminer les corollaires engendrés par ce conflit latent.

La présente étude a été réalisée dans une approche qualitative en mobilisant les techniques de recherche qualitative comme la revue documentaire, l'observation directe et l'entretien

semi-directif individuel et de groupe. Des personnes ressources pour les entretiens, telles les parties prenantes, ont été sélectionnées en fonction des critères définis au préalable.

Cet article de recherche présente les origines du conflit latent de Goulikao. Ensuite, il procède à une description de la manifestation de ce conflit dans le village. Enfin, l'article met en exergue les corollaires notables que ce conflit a engendrés pendant toute sa durée à Goulikao.

### **1. Méthodologie**

Le village de Goulikao a constitué le champ géographique de cette étude. Cette contrée du territoire ivoirien est peuplée à l'origine par les autochtones Gban du canton *Bôvô*. Ce village Gban est situé dans la Sous-préfecture et Département d'Oumé. Dans le dernier découpage administratif en Côte d'Ivoire, ce Département se retrouve dans la région du Gôh avec pour chef-lieu Gagnoa au Centre-ouest de la Côte d'Ivoire.

Le champ social de l'étude était composé des habitants du village et des principaux protagonistes du conflit objet de l'étude comme personnes ressources. Des cadres ressortissants du village en question et du Département ainsi que les autorités étatiques déconcentrées et décentralisées ont été aussi des personnes ressources de l'étude. Le choix de ces personnes ressources a été fonction de leur rôle joué dans la crise locale, soit à la phase de manifestation ou à la phase de négociation.

Pour la production des données, ce travail a été réalisé dans une approche essentiellement qualitative.

A propos, une revue documentaire a été faite en vue de saisir l'état de la recherche sur la question des conflits en général et en particulier au sein des communautés. Sur le terrain, des observations directes ont été faites à plusieurs endroits du village afin de pouvoir s'imprégner des indicateurs notables de la manifestation du conflit latent dans le village. En plus des observations, des entretiens semi-directifs individuels et de groupe ont été aussi réalisés. Ces entretiens ont porté notamment sur les origines du conflit, ses manifestations et les corollaires engendrés par le conflit à Goulikao.

A cet effet, une grille de lecture, une grille d'observation et des guides d'entretien ont été conçus comme outils pour la production de données.

Après la période d'investigation, les données obtenues ont fait l'objet d'un traitement informatique à l'aide du logiciel Word 2010. Ces données ont été soumises à une analyse de

contenu dans une approche compréhensive. Ceci nous a permis de cerner les unités de sens que comportaient les discours des parties prenantes du conflit objet de l'étude.

## **2. Résultats et discussion**

### **2.1. Origines du conflit latent de Goulikao**

#### **2.1.1. Mode ancestral de désignation des leaders communautaires chez le peuple Gban : le consensus traditionnel**

L'histoire du peuplement de la Côte d'Ivoire renseigne que le peuple Gban, installé dans le Centre-ouest de la Côte d'Ivoire, est compté parmi les premiers occupants de la Côte d'Ivoire actuelle (Diabaté, 1987).

Comptant 32 villages, les Gban se retrouvent précisément dans trois Sous-préfectures : Oumé, Diégonéfla et Tonla. Ce peuple ivoirien avec un système de filiation bilinéaire appartient au grand groupe ethnoculturel des Krou orientaux. A l'instar de la plupart des communautés africaines qui présentent une organisation sociale tripartite (Simmon et al., 1958), celle du peuple Gban présente une notabilité, une organisation des femmes et celle des jeunes. Ces différents groupes sociaux constitués sont dirigés par des leaders communautaires choisis respectivement en leur sein (Zadou, 2012).

En effet, la désignation de ces leaders communautaires est l'affaire des notables qui, eux-mêmes, représentent les différents lignages des villages Gban. Ce choix se fait par concertation des sages du village dans la case en dehors du public et en fonction des critères définis par la tradition ancestrale. Les sages le font avec l'invocation des ancêtres afin d'accorder aux choix respectifs leur bénédiction et éviter des supputations et susceptibilités. Cette pratique met en évidence, l'attachement du peuple Gban aux puissances tutélaires à l'instar de nombre de sociétés africaines qui entretiennent des liens étroits entre le visible et l'invisible (Ibo, 2005).

A ce propos, un notable confie ceci : « *quand nos parents qui sont partis ont donné leur bénédiction à celui qu'on a choisi dans la maison, c'est que tout va bien se passer jusqu'à ce que lui-même trouve les parents là-bas* ».

Après le choix des sages et les leaders désignés confiés aux ancêtres pour le plein succès dans leur future tâche, ces derniers sont présentés au grand jour à tout le village sous l'arbre à palabre dans une liesse populaire. Ils sont ensuite intronisés dans leur fonction de leaders communautaires. C'est ainsi que se présente le mode de dévolution du pouvoir coutumier

chez le peuple Gban. A l'analyse, le respect des normes liées à la dévolution du pouvoir tient dans le temps, tant que la communauté de base conserve les liens du système relationnel de base, et qu'aucune autre norme sociale exogène ne les entame (Mlan, 2013 ; Viti, 1991).

### **2.1.2. Dévolution du pouvoir par élection : le cas du leader des jeunes à Goulikao**

En 1990, dans l'actualité politique du pays, la Côte d'Ivoire a connu le multipartisme avec, pour la première fois, l'organisation des élections présidentielles pluralistes. Le Front Populaire Ivoirien (FPI), dirigé alors par Laurent Gbagbo, affronte en octobre 1990 le Président sortant Félix Houphouët-Boigny, Président charismatique du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), parti-Etat ou parti unique d'alors.

Des populations proches d'un parti comme de l'autre ont fait des campagnes électorales. Ces élections ont dû laisser des empreintes au niveau macro et micro car depuis lors la cohésion sociale dans le pays est restée problématique. De telles situations sont très souvent porteuses de germes de conflits sociaux (Rui, 2011).

Dans le village, eu égard à l'implication active et très partisane des populations aux échéances électorales du pays, le tissu cohésif d'alors n'était plus perceptible dans la communauté. En 1998, il fut le moment de la désignation du nouveau leader des jeunes du village de Goulikao. Contre toute attente et en opposition aux préceptes de la tradition Gban, la jeunesse du village décide d'aller aux élections pluralistes à l'instar des élections générales. Un comité électoral pour l'organisation de cette élection est mis en place. Deux candidats issus de la jeunesse du village se présentent.

A l'image du déroulement des élections présidentielles pluralistes de 1990, les candidats opposés mobilisent des partisans dans leur rang respectif. Les campagnes électorales sont organisées sur la place publique du village. Après quoi, les élections proprement dites se déroulent par la suite dans les urnes avec des isolements permettant à chaque habitant du village de choisir l'acteur qu'il juge apte à diriger la jeunesse. Après les élections, place aux résultats. A l'issue des dépouillements, les résultats des urnes ont donné un candidat pour vainqueur et un autre pour vaincu. En effet, ce mode nouveau de désignation du leader des jeunes à Goulikao laisse transparaître dans cette société traditionnelle Gban une « rupture brutale » avec le coutumier (Trémoulinas, 2006). Cependant, ce résultat va faire l'objet d'une forte contestation au point où deux clans très opposés issus de chaque état-major de campagne vont voir le jour dans le village. Dès cet instant, la jeunesse de Goulikao va vivre dans cette division jusqu'à ce que le leader de la jeunesse élu et contesté par une partie de

cette jeunesse décède dans le village l'année qui suit (1999). Il eut des supputations et interrogations sur ce décès, du reste mystérieux pour beaucoup d'acteurs.

Du point de vue de la science, des réserves restent à observer car cette mort ne saurait être attribuée au conflit sans indicateurs objectivement vérifiables.

Cependant, pour la doxa, « *il n'y a pas de mort naturelle en Afrique* ». Dans de telle circonstance, il est souvent difficile pour les partisans du défunt-leader des jeunes élu d'admettre que sa mort soit naturelle. Cette situation se présente déjà comme une véritable source de conflit potentiel (Collier et al., 2001).

De notre point de vue, le changement de dévolution du pouvoir est tributaire au « retour à la terre des jeunes » Gban, qui ont acquis en ville (surtout à Abidjan) le goût et la volonté de la pratique démocratique.

En effet, lorsque le discours de la Baule<sup>55</sup>, et l'instauration de la démocratie eurent cours en Afrique et en Côte d'Ivoire dans les années 1990, personne n'a certainement envisagé son adoption dans les communautés rurales. Mais, il faut savoir que la colonisation, en fragilisant les fondamentaux culturels, a favorisé une tendance à l'emprunt exogène.

Du coup, les sociétés africaines qui semblent pourtant plus favorables au système monarchique, avec une transmission du pouvoir du père au fils ou de l'oncle au neveu, tentent par endroits d'imposer la démocratie qui passe encore difficilement au niveau des Etats.

La société Gban est donc victime de la forte transformation des couches sociales productives. Pourtant, les écrits semblent dire que la démocratie est née en Afrique. En effet, l'histoire nous renseigne que le Grec Solon (640 à 558 av. J.-C.) qui serait à considérer comme le « père de la démocratie », lors d'un voyage en Egypte, fait la connaissance pour la première fois de la notion d'égalité entre les êtres humains. Il lut ensuite des documents qui parlaient de la démocratie et du droit de grève : « Sur une inscription datant de la Vie Dynastie, il lut que le peuple, ne supportant plus les augmentations d'impôt décidées par le parlement, demanda la compréhension du pharaon. Celui-ci donna des instructions à son ministre de finance : Ma Majesté ordonna de ne pas lever l'impôt ».

---

<sup>55</sup> Pour Roland Dumas, « Il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement ».

### 2.1.3. L'élection comme mode nouveau de désignation du Chef du village à Goulikao

Dans la même dynamique de suivre l'actualité politique des années 1990 en Côte d'Ivoire, le village décide toujours d'aller aux élections pour la désignation du nouveau Chef du village de Goulikao.

Un comité électoral chargé d'organiser cette élection est mise en place. A cet effet, deux candidats issus du village entrent en lice. Les états-majors des candidats s'organisent autour de leurs leaders et les campagnes électorales battent leur plein dans le village pendant une semaine. Des *meetings* sont organisés dans le village par les différents candidats pour rallier le maximum d'électeurs dans leur rang. Après la période de campagne les élections ont eu lieu et les résultats des urnes ont donné encore un candidat élu et un autre vaincu.

Le nouveau Chef du village élu, pour amorcer sa gouvernance, décide que l'ancien conseil des notables rende compte de la gestion des affaires communautaires du village.

Cependant, la décision du Chef élu n'est point du goût des anciens notables qui se sentent frustrés. Un des leurs l'exprime ici en ces termes : « *on ne peut pas faire ce gros travail pour le village pendant longtemps et nous convoquer comme ça un matin, ça peut pas aller !* ».

Ainsi, ces anciens notables s'organisent en bloc contre le Chef élu et remettent en cause son pouvoir. Toutefois, les mouvements de ce genre ont des répercussions profondes dans les institutions sociales et culturelles (Shepard, 1952). En réalité, vu que ces élections ne reposaient sur aucune base coutumière, aucun interdit social ne fera front à cette remise en cause de la décision du Chef du village par les anciens notables et ce, à l'encontre des préceptes culturels locaux (Hodgson, 1994).

A l'analyse, le processus de désignation du chef de village est également plombé par la hargne des jeunes, surtout ceux ayant fait la ville. Ces jeunes et les aînés qui adhèrent à leurs idées pensent que la gouvernance coutumière pourrait être plus dynamique comme le prévoyait la démocratie à l'occidentale.

En effet, si la démocratie est vue comme une œuvre humaine, portant elle aussi les pesanteurs des peuples qui l'instituent, alors on comprend que sa mise en place n'est aisée pour des communautés rurales où les normes ne sont pas écrites « conventionnellement » avec toutes les couches de la société. Or, pour Holec et Brunet-Jolivald (1999), la gouvernance démocratique nécessite « un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions, pour atteindre des buts propres, discutés et définis collectivement ».

Pour ces auteurs, dans une gouvernance démocratique, « les acteurs privés, les différentes organisations publiques, les groupes ou communautés de citoyens, ou d'autres types d'acteurs, doivent prendre part à la formulation de la politique ».

Pour nous donc, l'instauration de la « démocratie villageoise » s'est faite dans la précipitation et l'impréparation, sans consensus social ni normatif. Même si nous sommes en pays Krou où le mérite individuel semble être très déterminant pour l'ascension au pouvoir local, la préservation du système coutumier de dévolution du pouvoir reste toujours prégnante chez la plupart des peuples de ce grand groupe ethno-culturel (Chauveau, 2006 ; Chauveau et al., 2012).

#### **2.1.4. Impact du mode nouveau de dévolution des leaders communautaires sur la cohésion sociale à Goulikao: le cas du projet de construction du dispensaire**

Le climat de confiance ayant été rompu entre les deux clans émergés depuis que les élections ont été introduites dans le jeu politique du village, il est difficile pour les acteurs de trouver un consensus autour d'un idéal quelconque. Au regard de cette situation, la même et unique communauté autochtone était assimilée à deux types de sociétés opposés (Mendras, 1984). Pour s'en convaincre, voici arrivé en 2006 un projet de construction du dispensaire du village. La première préoccupation des promoteurs du projet fut l'indication du site pour la construction de l'établissement de santé communautaire.

Dans une perspective participative, l'avis de la population est demandé sur la question. Demeurant toujours dans la division, les deux clans opposés dans le village vont exprimer naturellement des avis divergents. La population de Goulikao n'arrive donc pas à trouver un consensus autour du choix du lieu pour la construction du dispensaire communautaire. Une résultante de l'émergence des deux clans opposés qui cohabitent le village et un défi certain du changement brutal dans cette société qui influencerait le système social (Hallinan, 1997). Dès lors, une décision unilatérale est prise au niveau du clan opposé au Chef du village. Ce clan va indiquer un lieu et décider d'y organiser la cérémonie de la pose de la première pierre du bâtiment. Le Chef du village, les femmes et la jeunesse de la population qui le soutient n'étant pas d'accord avec le choix unilatéral du site vont décider de s'abstenir de participer à cette cérémonie.

La figure 1 présente l'établissement sanitaire construit dans la division de la population de Goulikao et donc resté longtemps non fonctionnel.



**Figure 1** : Dispensaire construit et non fonctionnel du fait du conflit latent de Goulikao (Source : Gabi, 2016).

Au regard de ce fait, l'on pouvait dire que rien n'a pu jusque-là réunir cette population divisée par les élections même un bien public d'intérêt communautaire. Cette situation se présente bien ici comme une forme d'expression de la divergence d'opinion et des rapports sociaux reconfigurés dans la communauté de Goulikao.

Pour Shepard (1952), les transformations sociales peuvent également résulter des changements dans la composition d'une population et dans l'évolution des rapports sociaux. En effet, la gouvernance est un facteur important et imposant de la vie sociale (Toh, 2008 ; Chauveau, 2006 ; Viti, 1991). Depuis des siècles, beaucoup de peuples continuent la même pratique de gouvernance ancestrale (Toh, *op cit*).

Le cas du Royaume Uni et de bien de pays est illustratif. De ce fait, la rupture du pacte social au niveau du pouvoir a inéluctablement un impact négatif sur le reste de la société. Il ne saurait donc avoir de développement social et économique si la société se trouve fragilisée au niveau du mode de désignation des acteurs du pouvoir. Le blocage institutionnel et normatif du système politique local influence, comme c'est le cas, tout projet de développement. Pour Koné I (2000), en vue d'éviter les « violations de territoire, chaque partie prenante du conflit va veiller jalousement sur son domaine car c'est elle seule qui peut le libérer et l'ouvrir aux autres catégories ». Ne pas s'ouvrir aux autres est donc une manifestation du conflit.

## **2.2. Manifestations du conflit latent de Goulikao**

### **2.2.1. Paroxysme du bicéphalisme**

Depuis son élection et la remise en cause de son pouvoir par l'ancien conseil de notable, le mandat du Chef contesté a été émaillé de plusieurs embuches au point où celui-ci a été poussé à bout en décidant de démissionner de la notabilité. Le Chef dans son élan de quitter la notabilité va afficher sa lettre de démission à la place publique du village.

L'acte une fois posé, le clan opposant au Chef du village « élu » va se saisir de la situation de « pouvoir vacant » pour se positionner dans le jeu politique du village. En effet, leur leader annonce aussitôt à la place publique ceci : « *un village ne peut pas rester sans tête, donc s'il ne peut plus être à la tête, moi je suis là !* ».

Certainement, ceux-ci s'inscrivaient ainsi dans la logique selon laquelle « *la nature a horreur du vide* » comme le dit l'adage. Mais la préoccupation qui se pose au regard de cet agissement est son implication dans l'évolution du conflit latent.

Il est réel que les actes de telle nature ne vont toujours pas dans le sens de l'apaisement surtout que le village vit déjà une situation tendant vers une rupture du tissu social (Musila, 2002), depuis les élections adoptées comme « mode nouveau » pour la désignation des leaders communautaires dans ce village.

Dans ce village, la chefferie devenait ainsi un poste électif contrairement au savoir-faire des ancêtres dominé par le consensus pour le choix des leaders communautaires admis dans les préceptes des savoirs traditionnels du peuple Gban, et à l'instar d'autres peuples africains en général (Kouakou, 2014).

En effet, Marx et Engels (1848) tentent d'expliquer la rupture sociale due au conflit. Pour eux, le conflit permet l'expression et la confrontation entre des visions différentes des points de vue culturels, religieux, politiques, économiques. En un mot, il s'agit de ce que chacun considère comme une priorité, un droit acquis en rapport avec le fonctionnement d'une communauté, d'une ethnie, d'une société, d'un Etat, d'un continent dans sa forme organisationnelle.

### **2.2.2. Rupture du tissu social et reconfiguration des rapports sociaux**

Dans ce contexte de tissu social rompu et de rapports sociaux reconfigurés à Goulikao, ce travail de recherche s'est proposé d'analyser ce conflit latent, à partir de : clientélismes,

antagonismes, systèmes politiques, et jeux d'acteurs en vue de la prise de pouvoir politique dans la gouvernance local (Chauveau, 2006 ; Viti, 1991). En effet, après avoir affiché sa lettre de démission au village, le Chef « démissionnaire » de Goulikao va saisir le Sous-préfet d'Oumé pour lui faire part de la situation qui prévaut au village et de sa décision.

Cependant, l'autorité étatique n'accède pas à sa démission. Mieux, le Sous-préfet décide de le maintenir à son poste car pour l'autorité, il possède un arrêté préfectoral d'où la légitimité de l'administration publique. Comment cette décision sera-t-elle accueillie au village ?

Une fois la décision du Sous-préfet rapportée au village, elle n'a pas l'assentiment de toute la population. En effet, pendant que le clan qui soutient le « Chef élu » se réjouit de la décision de l'autorité préfectorale, le clan opposé qui soutient le « Chef autoproclamé » s'obstine tout naturellement à ne pas quitter le pouvoir en mettant en place un conseil parallèle de notabilité dans le village. La particularité de ce conseil parallèle de notabilité est qu'il est constitué de la plupart des anciens notables démis de leur fonction par le Chef du village « élu ».

Dès lors, l'on va assister, dans le village, à une rupture totale du tissu social des deux clans antagonistes et une reconfiguration des rapports sociaux au sein de la communauté locale.

Les salutations, qui constituent des habitudes presque des africains en général et des ivoiriens en particulier, sont devenues réglementées dans le village. Dans le quotidien des habitants du village, les salutations ne se faisaient seulement qu'entre les membres d'un même clan émergé pendant toute la période du conflit latent de Goulikao.

L'achat de vivrier vendu sur le marché pour la subsistance n'était seulement possible qu'entre les membres du même clan. Même la participation aux funérailles n'a pas échappé à la règle. Les soutiens lors des décès ne se faisaient qu'à l'intérieur du même clan.

Pour ce qui est des travaux communautaires comme le nettoyage des pistes des champs, les jeunes de chaque clan prenaient le soin de choisir, tour à tour, des jours différents dans la semaine pour se mettre à la tâche pour éviter de rencontrer les membres de l'autre clan sur les lieux des travaux communautaires.

Un fait notable dans la manifestation du conflit de Goulikao est qu'il est resté à l'état latent malgré le temps qu'il a mis. L'escalade a été évité et ce, «*grâce aux génies protecteurs du village*», un habitant l'a signifié en ces termes. Il a ajouté que «*tout ça là s'est passé pendant longtemps sans que le sang coule un peu grâce au Zah Lékabito qui nous protègent toujours*». La figure 2 suivante présente le site de refuge du génie protecteur du village «*Zah Lékabito*» en cohabitation avec les populations de Goulikao.



**Figure 2** : Site de refuge du génie protecteur « *Zah Lékabito* » en plein village à Goulikao (Source : Gabi, 2016).

Cette pensée confirme l'attachement des ressortissants de ce village à leur patrimoine culturel, ce qui leur a été légué par leurs ancêtres démontrant ainsi leur attachement à la tradition locale. Certainement pour cette raison, la mise à l'écart des préceptes culturels pour l'option d'une nouvelle manière de désigner des leaders communautaires n'est pas restée sans corollaires.

### **2.3. Corollaires du conflit latent de Goulikao : le retard sur le développement du village**

Les conflits dans leur évolution connaissent plusieurs étapes : la phase latente, la phase de l'escalade, la phase du repli et la phase terminale (Koné, 2010). Toutefois, les corollaires des conflits se mesurent en fonction de leurs niveaux spécifiques tels que susmentionnés.

Le conflit de Goulikao est donc resté à l'état latent jusqu'à son épilogue. Mais, ce conflit a tout de même eu des corollaires notables dans le village entraînant un retard sur son développement comparativement aux autres villages.

En effet, pour une question d'objectivité scientifique, les morts des jeunes bras valides et acteurs du jeu politique d'alors n'ont pu être attribuées directement au conflit par absence d'indicateurs visibles.

Cependant, pour les acteurs du conflit, le manque de cohésion et d'entente au sein de la communauté de Goulikao a visiblement contribué à la ruine de la caisse communautaire et de l'économie du village avec, la dislocation du Groupement à Vocation Coopérative (GVC) du village. En effet, la vente organisée des produits agricoles par la coopérative permettait de garantir le prix de vente profitable pour les populations. En outre, cette vente en coopérative alimentait la caisse communautaire à partir des cotisations et des bénéfices issus de la vente des produits agricoles.

La place publique du village fut abandonnée au risque qu'un partisan d'un clan donné rencontre un partisan d'un clan « ennemi » à cet endroit destiné au divertissement. Pour finir, la convivialité à Goulikao d'antan a laissé place à une méfiance sans précédent.

Par ailleurs, pendant que tous les villages se sont engagés dans le processus du développement communautaire avec l'acquisition des infrastructures comme des châteaux d'hydraulique villageoise, d'un centre de santé avec dispensaire et maternité, de même qu'une école primaire additionnelle à Yohouda, le village voisin, Goulikao est resté à son point de départ du fait de la longue crise qu'a connu le village.

Ce retard sur le développement relativement aux autres villages a été certainement le levier de la prise de conscience manifeste de la part de la population de Goulikao. Elle a accédé à la réconciliation, organisée par le village dans son entièreté et avec l'implication de tous les fils et filles, en août 2016. Cette réconciliation a été préparée minutieusement par un négociateur, cadre et élu ressortissant du Département d'Oumé. Ce dernier étant lui-même Gban, il a fait montre de ses capacités de négociation dans la pure tradition de ce peuple.

De ce fait, l'on peut asserter que de la forme d'immixtion du politique dans le coutumier dépend la cohésion sociale dans la communauté ou une situation contraire (Tjosnold, 1993).

## **CONCLUSION**

Au terme de cette analyse, nous retenons que cette contribution qui a eu pour objectif de comprendre les fondements du conflit de Goulikao de près de deux décennies durant a montré que le conflit a gardé un caractère latent depuis son entame jusqu'à son épilogue.

D'une manière générale, un conflit entre deux groupes sociaux nécessite une interaction entre ces deux groupes, ne serait-ce que par le fait de reconnaître l'existence de l'autre. Le conflit permet donc de créer un lien, un dialogue minimum entre les groupes sociaux. Ils vont ainsi se parler, échanger des arguments, proposer des solutions, négocier pour trouver des compromis acceptables. En cherchant ces compromis, le dialogue social va permettre à

la société en conflit de se maintenir voire de renforcer la cohésion en son sein et d'éviter que les conflits ne se radicalisent. De nouvelles règles de vie sociales vont émerger et favoriser la coopération des différents groupes.

Toutefois, le conflit ayant dans une certaine mesure un caractère positif, il a été vers la fin une source de prise de conscience pour les populations de ce village. En effet, l'analyse du contenu des discours indique que les principaux protagonistes de ce conflit ont pris conscience du retard relatif qu'a accusé le village au niveau du développement au regard du niveau de développement qu'ont connu les villages voisins pendant cette décennie du conflit. Cette prise de conscience a certainement prévalu à son dénouement avec une réconciliation déroulée dans la pure tradition du peuple Gban.

De ce fait, il ressort de cette contribution qu'il y a tout un intérêt à valoriser et consolider les savoirs et savoir-faire locaux et surtout ancestraux car ils maintiennent la stabilité dans la gouvernance coutumière. Ceci contribue inéluctablement au maintien de la cohésion sociale et des repères culturels.

### Références bibliographiques

ARED (1999). *Stratégies pour une gestion alternative des conflits. Recherche et Maintien de la Paix*. Associates in Research and Education in Development/GTZ, Dakar, Senegal.

COLLIER P. & HOEFFLER A. (2001). "Greed and Grievance in civil war". Pinceton, Ed. Princeton University. Oxford, Ed. *Economie Papers* 50, 563-73.

CHAUVEAU J.P. (2006). *How does an institution evolve? Land, politics, intergenerational relations and the institution of the tutorat amongst autochthones and immigrants (Gban region, Côte d'Ivoire)*. In: R. Kuba & C. Lentz (eds.). *Land and the politics of belonging in West Africa*, Brill, Boston. PP: 213-240.

CHAUVEAU J.P., Bobo S., KOUASSI N. et KONE M. (2012). *Milices et sociétés rurales en Côte d'Ivoire durant le conflit. Reconceptualiser le "dispositif milicien"*. In: R. Bazenguissa-Ganga & S. Makki (eds), *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*. Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme. Paris. PP : 12-43.

DIABATE H. (1987). *Mémorial de la Côte d'Ivoire. Abidjan*. Edition Ami. Tome 1. 290 pages.

DIOP A. Ch. (1954). *Nations nègres et culture*. Présence Africaine. Paris

DOOB L.W. (1984). « *La résolution des conflits* ». Paris, Ed. Nouveaux Horizons.

Fournier J.Y. (2009). *Désamorcer les conflits relationnels par l'analyse transactionnelle*. Paris, Ed D'organisation, Coll. Eyrolles.

FREUND G. (1983). *Sociologie du conflit*, PUF, Paris, 380 pages.

Hodgson (1994). *Thinking on your feet in negotiation*, Pitman, London.

IBO G. J. (2005). *Contribution des organisations non gouvernementales écologistes à l'aménagement des forêts sacrées en Côte d'Ivoire : l'expérience de la Croix Verte*. Vertigo, la revue électronique en sciences de l'environnement.

KOUAKOU. K.V. (2014). *Valeur sociale des savoirs écologiques traditionnels dans l'institution de la réserve communautaire des Marais Tanoé-Ehy (Sud-est Côte d'Ivoire)*. Mémoire de Master en Bioanthropologie. Université Félix Houphouët-Boigny. ISAD. 105 pages.

KONE I. (2009). *Politiques socio-économiques, processus de règlement des conflits*. Le Journal des Sciences Sociales. GIDIS, Abidjan.

KONE I. (2010). *Femme Mandenka et intermédiation dans le règlement et la prévention des conflits*. Lomé, Ed. Les Presses de l'U.L, Annales de l'Université de Lomé, Série Lettres et Sciences Humaines, Tome XXX-2, pp.305-311.

MARX K. et ENGELS F. ([1848], 1998). *Manifeste du Parti communiste*. Paris. Flammarion.

Mendras H. (1984). *La fin des paysans, suivie d'une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après*, Arles : Actes-Sud.

MLAN K. S (2015). *Emergence de l'hévéaculture, conflits et disparition de la riziculture familiale dans l'écotone (Centre de la Côte d'Ivoire)*. Revue des Sciences Sociales du PASRES, 7 : 78-91.

MUSILA C.A. (2002). *Crises et conflits en Afrique de l'Ouest : Etat des connaissances* » Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. OCDE, SAH/D.538 P.

RUI S. (2011). « *Conflit* ». Sociologie [En ligne]. Les 100 mots de la sociologie. Mis en ligne le 1<sup>er</sup> Avril 2011. Consulté le 18 Mars 2017 : URL : <http://Sociologie.Revues.org/676>.

SHEPARD C. (1952). *Présentation d'une théorie des transformations sociales*. Revue économique, volume 3, n°6 : 841-847.

SIMMON H. & MARCH J. (1958). *Les Organisations*. Paris, Ed. D'organisations.

Tjosnold D. (1993). *Learning to manage conflict*. New York, Ed. Lexington book .

TOH A. (2008). *Conflits, Gouvernance locale et dynamismes sociaux de régulation dans le Sud-est ivoirien : étude de cas de la S/P de Bonoua*, Thèse de doctorat unique, Université Cocody-Abidjan.

TREMOULINAS A. (2006). *Sociologie des changements sociaux*. La découverte, 128 pages.

VITI F. (1991). *Anthropologie d'un pouvoir local: histoire et politique dans l'AÏTU NVLE (Baoulé, CI)*, Thèse de doctorat unique. Université de Cocody. 312 pages.

WEBER M. ([1921], 1995). *Economie et société*. Paris. Pocket.

ZADOU. D.A. (2012). *Institution de la gestion communautaire de la Forêt des Marais Tanoé-Ehy dans le Sud-est ivoirien : une expérience de gestion durable des forêts en Côte d'Ivoire*. Thèse de Doctorat unique en Bioanthropologie. Université Félix Houphouët-Boigny. ISAD. 410 pages.